

# La dette sociale de la France : 1974-2024

De Nicolas Dufourcq, aux Éditions Odile Jacob



Olivier CHAMPAGNE,

Managing Partner STRAPER,



**A**vec *La dette sociale de la France : 1974-2024*, Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, ouvre un débat rarement formulé aussi frontalement en France : celui de la nature réelle de notre dette publique et de son lien intime avec le financement de l'État-providence. Son propos dérange, non parce qu'il est excessif, mais parce qu'il nomme ce qui n'est presque jamais dit clairement : une grande part de la dette française finance non pas des investissements stratégiques, mais des prestations sociales courantes.

Pour ce livre, Nicolas Dufourcq reprend une formule qui a fonctionné dans son ouvrage sur la désindustrialisation : une première partie qui est un récit très documenté s'appuyant sur un rappel détaillé des faits historiques, politiques et économiques. Il y parle de la France mais pas uniquement. Il n'oublie jamais dans ce second opus du genre à s'intéresser aux évènements de certains de nos partenaires européens pour comprendre ce qui aurait pu être parfois utilisé comme une autre voie. Les données sont nombreuses, précises, c'est un rapport factuel et non passionnel ; peu de place au parti pris. Puis une seconde partie dans laquelle, Nicolas Dufourcq donne la parole à des politiques, des économistes, des philosophes et essayistes, des syndicalistes et également des fonctionnaires et conseillers.

Tout comme dans son livre sur la désindustrialisation, ici les témoignages sont accablants mais les explications plus éparpillées avec le sentiment que c'est toujours dans ce cas un peu la faute de l'autre, le manque de compréhension c'est l'autre, les erreurs d'analyse ont été commises par les

autres, les crises ont empêché d'agir... Finalement, personne ne semble vraiment vouloir accepter sa responsabilité.

Dès l'introduction, le ton est donné celui-là même qu'il reprendra lors de ses interventions auprès des media à la sortie du livre. La conclusion est tout aussi claire : l'État providence doit s'arrêter car il ne permet pas ou plus d'éviter la pauvreté et la dégradation de la situation. Nicolas Dufourcq, sans donner la solution, rappelle la nature des objets que devraient financer une dette d'état. Le propos pourrait paraître excessif s'il n'était tenu pour créer un réveil, inciter à ajuster le tir tant qu'il est peut-être encore temps à condition que l'on change de logiciel.

En aucun cas l'auteur ne peut être accusé de provocation gratuite, il y a au contraire, une réelle sincérité doublée d'une authentique inquiétude et d'un sentiment de gâchis. Il demande à ce que nous pensions vraiment à demain et ne pas croire que l'évolution démographique (qui a été l'une des bases du fondement du modèle social français lui donnant ses heures de gloire dans le passé) permettra une correction automatique bien au contraire, c'est peut-être là d'ailleurs un facteur de rupture du système qui avait, le croyait-on, si bien été conçu durablement à l'après-guerre sans qu'il fût besoin de ne jamais le remettre en question.

A l'heure où nous parlons de souveraineté, M. Dufourcq aimeraient que la dette servît davantage à des grands enjeux industriels du futur qu'à essayer de continuer à mal colmater les brèches d'un système qui s'épuise. ■